

Index AI : PRE01/088/2013
21 February 2013

Yémen. Les autorités utilisent la force meurtrière contre des manifestants

Les forces de sécurité yéménites ont bafoué les normes internationales relatives aux droits humains en ouvrant le feu sur des manifestants pacifiques favorable à la sécession dans le sud du pays, faisant quatre morts et des dizaines de blessés, a déclaré Amnesty International jeudi 21 février 2013.

Alors que des milliers de sympathisants du Mouvement du Sud, qui réclame la sécession pacifique du Yémen du Sud, étaient rassemblés pour un sit-in non violent place Al Aroudh, dans le quartier de Khormaksar, à Aden, les forces de sécurité ont utilisé leurs armes à feu et des gaz lacrymogènes, tuant deux personnes et en blessant au moins 25 autres.

« Au mépris total des normes internationales, les autorités yéménites ont tenté de réprimer les manifestations pacifiques en faisant un usage scandaleux de la force meurtrière. Ce nouvel épisode sanglant vient ternir encore un peu plus le sombre bilan du gouvernement en matière de droits humains », a déclaré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

Outre ces deux morts parmi les manifestants, un homme originaire d'Al Dhali a été tué et un autre grièvement blessé par des tirs des forces de sécurité, qui cherchaient à les empêcher d'entrer dans Aden pour rejoindre la manifestation.

Mercredi 20 février, un autre homme avait trouvé la mort dans le quartier d'Al Areesh, à Aden, lorsque les forces de l'ordre avaient ouvert le feu sur un groupe d'habitants d'Abyan qui se rendait à Aden pour la manifestation du lendemain.

Amnesty International a aussi reçu des informations faisant état de l'utilisation d'armes à feu par les forces de sécurité contre des manifestants dans le quartier du Cratère, à Aden.

Un témoin a indiqué à l'organisation que les forces de l'ordre soutenaient une contre-manifestation organisée semble-t-il par le parti Al Islah (Rassemblement yéménite pour la réforme), qui fait partie du gouvernement de coalition.

Selon ce témoin, les forces de sécurité ont violemment dispersé la manifestation du Mouvement du Sud place Al Aroudh tandis que les contre-manifestants occupaient les lieux.

« Aucun manifestant d'Al Islah n'a été blessé ; non seulement ils étaient protégés, mais les forces de l'ordre leur ont libéré la place en dispersant les manifestants du Mouvement du Sud au moyen de leurs armes à feu », a-t-il précisé.

Plusieurs habitants d'Aden ont raconté à Amnesty International que les forces de sécurité avaient déployé des véhicules blindés et des hommes armés dans la ville dès mercredi 20 février, en prévision de la

manifestation annoncée. D'après un militant du Mouvement du Sud, leur intention était clairement d'empêcher cette manifestation.

Mercredi 20 février également, en prévision de la manifestation, les forces de sécurité ont arrêté un certain nombre de dirigeants présumés du Mouvement du Sud, dans l'intention évidente, d'après un militant, de faire avorter la manifestation.

« Les forces de sécurité yéménites doivent cesser immédiatement de recourir à la force contre des manifestants pacifiques et respecter leurs droits à la liberté d'expression et de réunion. Des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales doivent être menées dans les plus brefs délais sur tous les cas de manifestants tués ou blessés ces derniers jours », a souligné Hassiba Hadj Sahraoui.

« Les appels lancés mercredi par Amnesty International aux forces de sécurité yéménites pour qu'elles ne recourent pas à la force de manière inutile ou excessive contre les manifestants pacifiques n'ont pas été entendus. »